



Selon les organisations sociales la remilitarisation de l'Amérique Centrale provoque plus de meurtres et de violence.

La remilitarisation de l'Amérique Centrale (partie 3)

Par [Giorgio Trucchi](#)

Mondialisation.ca, 04 novembre 2013

[Operamundi.uol.com](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Militaires au Honduras : Photo par Guigio Trucchi

“Jette toi à l'eau, vas-y i” – crie Clara Wood Rivas à son fils, Hasked, pendant que les balles provenant de l'hélicoptère militaire passent frôlant son corps et impactent le petit bateau. Clara a nagé de toutes ses forces jusqu'au méandre du rio Patuca. Elle se retourne pour chercher son fils au milieu de l'obscurité. Elle l'appela mais n'obtint pas de réponse.

Ce fut la dernière fois que Clara vit son fils vivant. Hasked Brooks Wood avait seulement 14 ans et succomba aux rafales mortelles tirées par des agents de l'opération conjointe du FAST (Equipe d'appui Consultatif à l'étranger) de la DEA et de l'équipe de Réponse Tactique de la Police Nationale du Honduras.

En même temps que lui, perdirent la vie Emmerson Martinez Henriquez (21 ans), Juana Jackson Ambrocio (28 ans) et Candelaria Pratt Nelson (48 ans). Quatre personnes de plus furent gravement blessées. Juana et Candelaria étaient toutes deux enceintes de cinq mois.

En accord avec l'enquête indépendante réalisée par la COFADEH (Comité des Familles de Détenus et de Disparus au Honduras) dans la région de la Mosquita, au Honduras, le petit bateau qui transportait 16 personnes fut attaqué par des agents honduriens et étasuniens, qui croyaient que le bateau transportait de la drogue déchargée d'une avionnette quelques heures auparavant.

L'enquête montre également qu'en aucun moment, il n'y eu d'échange de tirs, sinon que l'attaque provint des hélicoptères et qu'elle continua sur la terre ferme, soumettant la population civile à une détention illégale, à des menaces de mort, des violations de domiciles, pillages de biens, traitements cruels, inhumains et dégradants », peut-on lire dans le rapport.

La DEA nie quelque type de participation que ce soit de ses effectifs dans l'attaque. L'ambassadrice des EU au Honduras, Lisa Kubiske, également et le chancelier hondurien Arturo Corrales, assurent que les effectifs protagonistes de l'opération antidroque agirent « de manière due et en légitime défense », soi-disant pour répondre à des tirs qui provenaient du petit bateau.

“Je défie toutes les organisations qui agissent contre la vie des personnes d’être courageuses. Qu’elles admettent, qu’elles se sont trompées, qu’elles ont tiré contre une population civile qui n’avait aucun lien avec le narcotrafic. Au lieu de justifier la mort de femmes enceintes et d’enfants et de blanchir le sang répandu, vous devriez demander pardon aux proches des victimes », dit à Opera Mundi, Bertha Oliva, la coordinatrice de COFADEH.



Bertha Oliva, coordinadora de COFADEH. Photo de Giorgio Trucchi.

Un mois plus tard (25/6) des agents de la DEA tuèrent par des tirs un homme qui était supposé participer au déchargement de cocaïne dans la zone de Brus Laguna. Peu de temps plus tard, ils abattirent le pilote d’une avionnette qui s’écrasa dans la zone d’Olancho, alors qu’il essayait d’échapper à une opération militaire antinarcotiques. La DEA reconnaît que le chiffre global durant cette opération en territoire hondurien au cours des derniers mois est de 8 morts.

« La militarisation amène toujours avec elle des meurtres et de graves violations des droits humains. Ce qui s’est produit dans la Mosquita hondurienne est le résultat d’une politique de l’Etat qui régit toute la région, et qui prend le chemin d’une remilitarisation de la société », affirme Oliva.

Militarisation et violence

Le processus de remilitarisation vécu par l’Amérique Centrale au cours des dernières années, jointe au redéploiement stratégique-militaire des EU dans la région au nom du combat contre le narcotrafic, a généré de forts débats et un profond mal-être dans de larges secteurs de la société.

Selon différentes organisations, la mise en pratique de programmes comme la CARSI

(Initiative Régionale de sécurité pour l'Amérique Centrale) ou l'Initiative Merida, ainsi que l'adoption de nouvelles tactiques de guerres asymétriques et irrégulières, très similaires aux opérations de contre-insurrection réalisées par les troupes nord-américaines en différents coins du monde, seraient des prétextes que les Etats-Unis utilisent pour réaffirmer leur présence dans la région et préserver leurs intérêts. Comme cela s'est déjà produit durant les conflits armés des décennies précédentes, la population civile est la plus affectée.

Notre territoire s'est transformé en un centre d'opérations et de mouvements de capitaux contrôlé par le crime organisé, et les pays du SICA (système d'intégration centraméricain) appuient l'idée de reproduire la même stratégie de combat du narcotrafic qui a échoué en Colombie et au Mexique. Dans ces pays, l'issue militaire non seulement n'a pas résolu le problème, mais elle l'a renforcé » affirme Jorge Coronado, membre de la Commission Nationale d'Enlace de Costa Rica.

Au Costa Rica, l'armée fut abolie en 1948. Cependant dans les dernières années, la « militarisation » de la police a augmenté et l'achat d'armement, ainsi que le nombre des unités à déploiement rapide. Jusqu'à appliquer un nouvel impôt sur les sociétés anonymes pour financer le Ministère de la Sécurité Publique.

Coronado nous explique que les effectifs policiers sont entraînés par le Mossad (Service de renseignement et de contre-espionnage israélien), les carabiniers chiliens et les corps spéciaux des armées colombiennes et mexicaines. De plus, la DEA finance tout le domaine de la sécurité publique et, jointe aux conseillers de la CIA (Agence Centrale de Renseignements) participe à chaque opération. « Nous sommes au bord d'une escalade de la militarisation et de la violence, prêts à ouvrir les portes pour que se déchaîne une guerre régionale » alerte l'expert costaricain.

Dans le triangle Nord - Guatemala, Honduras et Salvador - la DEA a pris le contrôle des opérations antinarcotiques. « Ils se font accompagner par des effectifs nationaux pour donner une apparence de légitimité aux opérations sous couverture. Personne ne sait en vérité ce qui se passe dans ces zones éloignées du pays », affirme le sociologue guatémaltèque Gustavo Porras Castéjon.



Gustavo Porras Castéjon. Photo de Giorgio Trucchi.

Selon lui, le repositionnement militaire des EU dans la région correspond aussi à d'autres intérêts, comme, par exemple, la préoccupation devant le processus de renforcement et d'unité des pays Latino-Américains. Le projet de création du CDS (Conseil de Défense Sud-Américain) un mécanisme de coopération et d'intégration militaire impulsé par le président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, et assumé en 2008 par la UNASUR (Union des Nations Sud-Américaines) serait, par exemple un des éléments fondamentaux de la décision des EU d'installer 7 bases militaires en Colombie, ainsi que de renforcer les opérations navales à Panama et de lancer une escalade militaire en Amérique Centrale..

En définitive, le combat contre le narcotrafic et le crime organisé relève de l'hypocrisie des EU. Avec leur politique de sécurité ils facilitent de nouveaux processus de militarisation, déplaçant les cartels jusque dans nos pays et éloignant le problème de leur territoire. « Là-bas, personne ne fait rien pour combattre la consommation et la narco activité » exprime Maria Silvia Guillen, ex commissaire de la CIDH (Commission Interaméricaine de Droits Humains) et directrice exécutive de la FESPAD (Fondation d'Etude et d'Application du Droit).

Dans le cas du Salvador, Guillen nous alerte au sujet de la militarisation des institutions salvadoriennes. « Les militaires ont pris les postes clés de la sécurité publique. Déjà, nous avons deux généraux à la retraite qui contrôlent le Ministère de la Justice et de la Sécurité et la Police Nationale Civile (PCN). Ceci est un viol flagrant de la Constitution et des Accords de Paix » affirme-t-elle. La directrice de la FESPAD dénonce également la reprise des exécutions extra judiciaires dans le pays, avec l'implication directe des Forces Armées « Nous revenons dans le Passé », dit-elle.



María Silvia Guillén, directora del FESPAD. Photo de Giorgio Trucchi.

A Panama, l'armée fut abolie depuis l'invasion de 1989 et les bases américaines sont fermées depuis la remise du Canal aux Autorités panaméennes en 2000. Cependant, la présence militaire n'a pas disparu. Peut-être même qu'elle prend un nouveau départ encore jamais vu.

En effet, durant les dernières années, ont été enregistrés une augmentation démesurée des patrouilles aériennes et navales, des manœuvres militaires conjointes (Panamax) et la participation Nord-Américaine à des arrestations dans tout le pays. Cela va jusqu'à donner

juridiction aux garde-côtes étasuniens sur les bateaux battants pavillons panaméen.

“Dans les dernières années, 1 500 millions de dollars ont été dépensés en achat d’armement et les budgets de la Police ont augmenté de 550 millions. En plus, 14 bases aéronavales ont été créées qui sont orientées en faveur de la politique de sécurité impulsée par les EU », dit Silvestre Diaz, directeur national de FRENADESO (Front National pour la Défense des Droits Economiques et Sociaux).

Pour beaucoup, la remilitarisation de la région centraméricaine est une partie du grand commerce de ventes d’armes. En 2011 les exportations d’armes des EU ont triplé, atteignant le chiffre record de 66,3 mille millions de dollars. Selon Andrew Shapiro, secrétaire adjoint d’Etat pour les Affaires Politico-Militaires, le complexe militaro-industriel étasunien a vendu 78% des armes du monde. En juin 2012, les EU ont dépassé les 50 mille millions de vente d’armes à l’étranger.

Le cas du Nicaragua

Bien que le Nicaragua ait montré, au cours des dernières années, une légère augmentation du budget de l’Armée et de la Police ; et ait annoncé la mise en opération d’un nouveau bataillon de troupes navales sur la Côte Pacifique et un déploiement antidrogue, « dans les eaux internes », de la Force Navale dans le rio San Juan, dans l’extrême sud-est du pays, sa participation à la lutte contre la narcoactivité et le crime organisé opère selon des matrices très particulières.

Il faut analyser les formes dans lesquelles chaque pays assume le combat contre la drogue. Le modèle nicaraguayen est très efficace et ne laisse pas de séquelles parce que notre armée et notre police sont nées avec la révolution sandiniste, des entrailles même du Peuple, et sont profondément enracinées dans la communauté et avec les gens », signale à Opera Mundi l’ex président du Parlement Centraméricain et actuel député sandiniste, Jacinto Suarez.

En effet, le modèle policier préventif, proactif, joint à l’efficacité de l’armée nationale, a donné non seulement des résultats très concrets et représente un mur de contention contre la narco activité, mais en plus il est étudié dans toute l’Amérique Latine.

Depuis que le leader sandiniste, Daniel Ortega assume la présidence du Nicaragua, le nouveau gouvernement à une position très claire sur ce que doit être le rôle des EU dans le pays, en ce qui concerne le combat contre le narcotrafic. « Lutter contre le narcotrafic ne signifie pas que la DEA doivent débarquer cherchant à établir ici ses bases, ses hélicoptères, ses troupes. Sous aucun prétexte ! Nous avons pour cela notre armée nationale et notre police qui mettent en pratique les opérations contre le narcotrafic » dit le président Ortega quelques mois après le début de son mandat en 2007.

“Nous aurons un travail de coopération avec la DEA, mais en gardant une grande prudence. Nous ne pouvons être aveugles avec la DEA, parce qu’eux détiennent des intérêts qui dépassent de loin la lutte contre le narcotrafic. En principe, nous ne permettrons pas qu’ils viennent avec leurs troupes sur notre territoire, parce que des choses terribles ont été mises en évidence concernant les opérations de la DEA », a déclaré Ortega.

Le procès qui se mène actuellement au Nicaragua, contre l’entrepreneur nicaraguayen Henry Fariñas, l’ex magistrat électoral, contre Julio Cesar Osuna et 22 autres personnes,

ainsi que l'arrestation de 18 faux journalistes de la chaîne mexicaine Televisa, arrêtés en possession de plus de 9 millions de dollars à un poste frontière avec le Honduras, sont des exemples clairs de l'efficacité du modèle Nicaraguayen.

Fariñas est accusé d'avoir blanchi plus de 9 millions de dollars, d'avoir des liens avec les cartels mexicains et avec le costaricain Alejandro Jimenez, alias « El Palejido », principal suspect d'être l'auteur de l'attentat contre Fariñas, dans lequel perdit la vie le chanteur et compositeur argentin, Facundo Cabral.

Pillage de ressources

Semer l'incertitude et la peur dans les populations qui se trouvent sous les feux croisés, déplacées de leurs territoires, pour ouvrir le passage à l'exploitation de précieuses ressources naturelles du sol et du sous-sol, est l'accusation que plusieurs organisations centraméricaines dirigent contre la stratégie de combat du narcotrafic impulsée par les E.U.

« Nous le dénonçons depuis très longtemps, Les États-Unis joints à l'oligarchie locale et à des intérêts transnationaux, implantent une stratégie militariste pour piller nos ressources, s'approprier notre territoire, changer notre culture », explique Bertha Cáceres, coordinatrice nationale de COPINH (Conseil Civique des Organisations Populaires et Indigènes du Honduras)



Bertha Cáceres, coordinadora nacional del COPINH. Photo de La Voz de los de Abajo.

“Les peuples indigènes et noirs, nous sommes criminalisés, stigmatisés et assassinés. De cette manière, ils veulent nous déplacer des zones dans lesquelles abondent les ressources naturelles », dit-elle.

Pour elle, l'escalade militaire est une partie de la domination économique et politique dont souffre la région centraméricaine. « La violence est le produit de l'injustice et de l'inégalité sociale. Ce n'est rien d'autre qu'un des axes du système politico-économique néolibéral impulsé par les E.U. dans les pays centraméricains », ajoute-t-elle.

Ethlen Erlinda Wood, coordinatrice de l'organisation Echos de la Mosquitia, exprime sa profonde préoccupation face au harcèlement réitéré de la part des troupes spéciales qui

opèrent dans cette zone éloignée du Honduras. « Depuis le massacre du 11 mai à Ahuas, les troupes honduriennes et les agents nord-américains continuent à maltraiter les civils et à violer les droits humains du peuple misquito. Nous sommes tous devenus suspects de quelque chose et c'est une charge psychologique fort pesante. A présent plus personne ne se sent en sécurité et notre mode de vie a changé. Nous allons exiger le retrait immédiat de toutes les bases militaires étrangères du territoire misquito » assure Wood.

Pour les peuples garífunas du Honduras, l'accaparement de leurs terres et l'expulsion de leurs territoires est le résultat de la voracité des pouvoirs de fait qui contrôlent le pays et du capital transnational, pour développer en toute tranquillité leurs mégaprojets hydroélectriques et touristiques, implanter l'exploitation minière et étendre le modèle de monoculture à grande échelle. « Et si les militaires et les policiers ne suffisent pas, il y a une armée de sécurité privée fortement armée et sans contrôle, préparée à défendre ses patrons jusqu'aux ultimes conséquences », dit Myriam Miranda, coordinatrice de OFRANEH (Organisation Fraternelle Noire Hondurienne)

Criminalisation de la protestation

Dans ce contexte de convulsion sociale, la lutte impulsée par plusieurs organisations sociales et populaires pour contrecarrer ce qu'elles considèrent comme "une escalade militaire et de pillage", est brutalement sanctionnée et réprimée.

Un des éléments utilisés pour « serrer la vis » aux mouvements sociaux est l'usage, toujours plus fréquent, d'effectifs militaires pour accomplir des missions de sécurité publique. Dans les pays du Triangle Nord, les Parlements ont légiféré pour confier à l'armée des missions spécifiques de police.

Il y a une persécution systématique à l'encontre des dirigeants communautaires et des leaders des protestations. Nous l'avons vu à Santa Cruz Barilla, à San Juan Zacatepeque, à Nebaj et dans tous les lieux où la population s'est organisée pour combattre les mégaprojets et les sociétés minières. Pour avoir simplement dénoncé et protesté contre le fait que personne ne les prenaient en compte, le gouvernement accuse les mouvements de délinquance et de terrorisme » dit Juan Pablo Ozaeta, enquêteur du CER Ixim (Collectif d'études rurales) du Guatemala.

Dans cette lutte contre l'exploitation des ressources de la part des grandes transnationales nord-américaines et européennes, de nombreuses personnes ont déjà été assassinées. En plus, la violation systématique des droits humains est dénoncée comme produit de la croissante militarisation et l'usage de nouvelles techniques de renseignement militaire pour identifier et intercepter les dirigeants communautaires.

Au Panama, l'approbation de lois antisociales a généré une forte réaction de la part de la population. La répression policière contre les travailleurs bananiers à Boca del Toro et du peuple Ngöbe Bugle au Chiriqui, a laissé son solde de morts et de blessés. A cause de l'usage illégal de chevrotine des dizaines de travailleurs bananiers sont devenus aveugles.

“Le peuple est sorti dans les rues de manière combative, en réclamant ses droits et la réponse a été plus de répression. Tout cela dans le cadre d'une politique de sécurité supposée combattre le narcotrafic, mais qui au final est utilisée pour réprimer la protestation sociale » souligne Silvester Diaz.

Diaz explique que la création d'unités spéciales en relation avec SENAFRONT (Service National des Frontières) a servi par-dessus-tout à réprimer la population ». « Tout cela nous mène à nous remettre en mémoire de forts tristes souvenirs dont nous pensions qu'ils appartenaient au passé », dit-il.

Plus d'état et moins de militarisation

Selon d'amples secteurs des sociétés centraméricaines, ce n'est ni avec la militarisation, ni avec la violence que se résolvent les graves problèmes de la narcoactivité et du crime organisé. Durant le Forum « Renforcement des Institutions démocratiques », Carmen Rosa Villa, représentante régionale des Nations Unies pour les Droits Humains, se prononce à l'encontre de ce que l'état applique la « main dure » pour combattre la délinquance. « L'état doit retrouver son rôle social, qui est à présent dans les mains du crime organisé, et les gouvernements doivent appliquer des politiques préventives des facteurs de risques de la violence comme le sont le manque d'éducation et d'emplois » dit-elle.

Selon Francisco Dall'Anese, ex procureur général de Costa Rica, le manque d'opportunités et le manque d'intérêt envers une redistribution équitable des richesses ont mené la région à cette situation. « Dans ces espaces dans lesquels l'Etat ne fournit pas de services, ne résout pas les problèmes de logement, de santé, d'éducation, de travail, vient le crime organisé et il donne aux habitants ce dont ils ont besoin. Ces groupes sociaux donnent alors une légitimité à ceux qui leur amènent l'espoir et à manger », expliqua-t-il.

Pour Jorge Coronado, résoudre les problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale est la seule manière pour attaquer, depuis les racines, les causes structurelles qui font que chaque fois d'avantage de secteurs s'incorporent au narcotrafic et au crime organisé. « Le bouillon de culture est dans les grandes zones de misère qui existent en Amérique Centrale » En tant que mouvement social nous devons relever le grand défi d'approfondir notre analyse pour faire des contrepropositions à la proposition dominante de la militarisation et de la violence », affirme Coronado

Parallèlement aux problématiques sociales, le combat contre la corruption et la pénétration des institutions, ainsi que la fin de l'impunité semblent être d'autres parmi les mesures urgentes et nécessaires pour lutter contre le crime. « Nous devons renforcer l'institutionnalité de l'Etat et revoir le fonctionnement des institutions, de telle manière que nous apparaissent clairement au service de qui elles sont, c'est-à-dire de la criminalité organisée ou des intérêts nationaux », suggère Maria Silvia Guillen.

L'ex mandataire de la commission de la CIDH explique que les gouvernements doivent se remplir de souveraineté. « Plutôt que de se préoccuper des frontières avec les EU, nous devons veiller aux intérêts de chacun dans notre pays », dit-elle.

Pour la dirigeante garifuna Miriam Miranda, il y a une politique hypocrite contre le narco trafic. « Le crime organisé a pénétré les institutions. Tous le savent et personne ne fait rien. Ils préfèrent criminaliser les peuples, nous harceler, nous décimer, préparant les conditions pour ouvrir les portes au capital transnational. »



Miriam Miranda, coordinadora de OFRANEH. Fotografia de Giorgio Trucchi.

De plus, nombreux sont ceux qui s'accordent à dire que le véritable problème ne réside pas en Amérique Centrale, mais bien au Nord. « Quel que soit la volonté et la capacité qui seraient mises en jeu, nous ne pouvons solutionner le problème. Les cartels ne s'arrêtent pas à la frontière des EU, parce qu'au-delà, ils y a ceux qui réceptionnent, transportent et distribuent la drogue. Par-delà la frontière, il y a la demande et les consommateurs. Que font les USA pour désarticuler ces groupes et combattre la consommation ? » se demande Jacinto Suarez.

Une lutte qui résolument doit être consensuelle et qui doit impliquer la population. « Il faut impliquer les communautés, chercher des stratégies avec le peuple, enquêter à fond au sujet des groupements économiques et de pouvoir qui sont en collusion avec ce phénomène. Si on n'en finit pas avec l'impunité, si on ne s'attaque pas à la pauvreté et à la misère, si on ne change pas ce système économique en échec et qui nous a conduit à ce point, nous ne résoudrons jamais ce problème », conclut la dirigeante indigène Bertha Caceres.

Giorgio Trucchi

Article original en portugais :

[Organizações: remilitarização da América Central provocou mais mortes e violência, Sob fogo cruzado, população centro-americana é também alvo de de violações aos direitos humanos](#), publié le 30 septembre 2012.

Ce reportage a été publié originellement dans le périodique brésilien Opera Mundi. La traduction espagnole a été réalisée par son auteur et publiée sur le blog [Nicaragua y más](#).

Traduction française Anne Wolff

Giorgio Trucchi est le correspondant pour l'Amérique centrale du Système d'Information de la [Rel-UITA\(SIREL\)](#). Il collabore également avec le périodique digital [Opera Mundi](#) et [ALBA SUD](#), où il gère son blog [Pueblos en Resistencia](#).

La source originale de cet article est Operamundi.uol.com

Articles Par : [Giorgio Trucchi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca